

Le Venezuela rejette les sanctions de l'UE contre des fonctionnaires de ce pays

Image not found or type unknown



Caracas, 22 février (RHC)- Le Venezuela a rejeté aujourd'hui la décision du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne d'imposer des mesures coercitives à l'encontre de 19 fonctionnaires de ce pays, y compris de hauts dirigeants, des magistrats et des représentants des pouvoirs publics.

Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, le gouvernement vénézuélien a signalé que la nouvelle manœuvre d'ingérence est une réaction du bloc communautaire 'à cause de l'inefficacité manifeste de ses actions' ayant pour but un changement de régime dans la nation sud-américaine.

De même, l'exécutif bolivarien a condamné les allégations selon lesquelles le processus de dialogue national en cours dans le pays serait affecté de manière négative.

L'Union européenne a approuvé ce lundi de nouvelles mesures coercitives contre le Venezuela, en ajoutant 19 personnes à sa liste de personnes sanctionnées, en réponse aux élections législatives du 6 décembre dernier, qu'elle a jugées illégitimes et non conformes aux garanties.

Ces décisions erratiques révèlent en outre l'incapacité du bloc européen à prendre en compte, à respecter et à accepter la volonté du peuple vénézuélien, et mettent en évidence, une fois de plus, sa politique interventionniste et anachronique envers le Venezuela', note le communiqué.

Le Gouvernement a également qualifié cette action illégale d'outrage à l'Organisation des Nations Unies qui, par l'intermédiaire de son Rapporteur spécial sur les mesures coercitives, a exigé la levée des sanctions.

Le Venezuela a réitéré son appel à l'Union européenne pour qu'elle cesse son agression systématique et abandonne les vestiges néocoloniaux dans son rapprochement avec l'Amérique latine.

Il a également appelé à une profonde rectification au sein des gouvernements européens, permettant d'établir de nouvelles relations de respect mutuel pour la reconstruction de la confiance.

Par ailleurs, à l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale le président vénézuélien, a souligné les acquis des programmes sociaux, maintenus au cours des dernières années malgré le blocus des États-Unis et de leurs alliés.

Le chef de l'État a assuré que, malgré les tentatives de violation des droits des Vénézuéliens, les garanties essentielles étaient maintenues.

"Malgré le blocus impérial qui a violé les droits fondamentaux du peuple, nous avons réussi à garantir des conditions égales pour tous", a écrit le chef d'état sur son compte Twitter.

La population bénéficie des programmes sociaux mis en œuvre par le Gouvernement bolivarien dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'alimentation, le logement, l'économie, la sécurité et, au milieu de la pandémie de Covid-19, les soins sont garantis gratuitement aux patients infectés.

Après l'arrivée au pouvoir du processus révolutionnaire mené par Hugo Chávez, ces projets sont devenus une priorité de l'État, au bénéfice de la population

Dans un domaine différent, le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a souligné hier le rôle de la classe ouvrière comme moteur de tout processus de changement dans la société.

Au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas, où il a participé à la commémoration du 173e anniversaire du Manifeste communiste, créé par les fondateurs du marxisme, le chef d'état a exhorté l'unité des classes laborieuses dans la poursuite de la concrétisation de projets rénovateurs à niveau mondial.

Il a noté que ce document écrit par Karl Marx et Frédéric Engels est la déclaration la plus importante en politique en 200 ans, 'un document fort exposant la lutte des classes et le chemin vers le socialisme que l'humanité a emprunté'.

'Nous brandissons ces idées avec beaucoup de force, à 173 ans de ce texte fondamental de l'histoire de l'humanité, les idées de la lutte révolutionnaire, de la lutte de classes ; pour une société supérieure, pour une société plus humaine', a-t-il souligné.

Il a rappelé que la Révolution bolivarienne a été la conjonction de la lutte des classes historiques, la lutte contre l'impérialisme et le néocolonialisme, accumulée pendant 500 ans et contre toutes les formes auxquelles l'oligarchie et la bourgeoisie ont recours pour exercer leur domination.

Il a exhorté à renforcer les voies de communication entre les forces du renouveau mondial, à unir les luttes du présent et à articuler les victoires de l'avenir.

« La rencontre et les retrouvailles doivent prévaloir, sans sectarisme d'aucune sorte, sans dogmatisme, en construisant selon une réalité concrète, la théorie de la lutte des classes, la lutte pour le socialisme dans chaque pays et dans chaque région'.

Il a également réaffirmé que le Venezuela est présent, en étendant ses bras avec amour, pour contribuer à l'unité des mouvements du monde qui luttent pour les valeurs humanistes..

(Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/248447-le-venezuela-rejette-les-sanctions-de-lue-contre-des-fonctionnaires-de-ce-pays>



Radio Habana Cuba